

Guerre - Au Sahel, le spectre de la menace fantôme - La politique française des frappes de drones

lundi 7 septembre 2020, par [CARAYOL Rémi](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2020).

Au Mali, où deux militaires français ont encore été tués, au Niger ou au Burkina Faso, les groupes djihadistes ont revu leurs pratiques en raison de la présence de drones armés par l'armée française. Mais la crainte de ce qui peut venir du ciel affecte aussi les populations civiles.

C'est la petite musique du moment : en dépit des nombreuses violences commises dans la région, y compris par les forces de sécurité alliées à l'armée française, et malgré le coup d'État qui a contraint le président malien à démissionner le 18 août [1], la France serait sur la bonne voie au Sahel.

Responsables politiques et militaires se sont succédés ces derniers mois dans les médias pour assurer que depuis le sommet de Pau organisé en janvier dernier, « l'ennemi » djihadiste a subi de nombreuses défaites, que les résultats de l'opération Barkhane, qui mobilise 5 100 soldats, sont probants, et que les drones n'y sont pas pour rien. « Le choix d'armer les drones a ajouté aux moyens dont dispose Barkhane une capacité d'action d'opportunité, explique l'état-major. Au Sahel, ils permettent la saisie d'opportunités contre des groupes terroristes particulièrement fugaces. »

De fait, et même si deux militaires français ont encore été tués samedi au Mali [2], les groupes djihadistes ont dû revoir leurs pratiques. Plusieurs sources locales affirment qu'ils se font plus discrets sur le terrain depuis qu'ils savent que des drones peuvent les frapper à tout moment. « Ils ne peuvent plus se regrouper par dizaines, voire par centaines comme avant, pour lancer des offensives, affirme un très bon connaisseur de ces groupes et du Mali. Ils craignent d'être repérés et frappés par des drones. »

Mais cette psychose ne touche pas seulement les combattants armés. Les civils aussi en sont la proie. Au Mali, au Niger ou encore au Burkina Faso, la nouvelle donne n'a pas échappé aux habitants des zones dans lesquelles la France mène des opérations militaires : eux aussi savent que celle-ci dispose désormais de drones armés, capables de frapper à tout moment. « C'est inquiétant, indique le chef d'un village du centre du Mali ayant requis l'anonymat, comme l'ensemble des habitants de cette zone en partie contrôlée par les djihadistes. Les avions, on les entend venir. Mais les drones, on ne les voit pas, on ne les entend pas, on ne sait pas d'où ils sortent. Ils représentent une menace permanente. »

Un spécialiste de cette région, qui s'y rend régulièrement dans le cadre de ses missions pour une ONG, a constaté cette crainte naissante. « La peur des populations a décuplé depuis l'utilisation des drones armés », affirme-t-il. Elle les a poussés à changer leurs habitudes. « Avant, lorsque les

djihadistes venaient dans un village, au marché ou au puits, ils attiraient une foule de curieux. Maintenant, les civils les évitent, car ils savent que les drones peuvent frapper à tout moment. Mais les djihadistes en sont conscients et ils font en sorte d'être souvent au contact des populations dans le but de s'en servir comme de boucliers humains. »

Autre nouveauté : « Avant, lorsqu'il y avait une frappe quelque part, les populations voisines s'y rendaient dans les heures qui suivaient afin d'enterrer les personnes tuées, selon la tradition. Elles n'avaient rien à craindre. Mais, aujourd'hui, elles n'y vont plus, de peur d'être elles aussi victimes des bombes françaises. Elles savent qu'un drone peut rester sur place après une frappe. »

L'une d'elles a particulièrement marqué les esprits. Les 6 et 7 février, Barkhane a, selon un communiqué officiel [3], « conduit une opération d'opportunité à l'ouest du Gourma ayant abouti à la neutralisation d'une vingtaine de terroristes ainsi qu'à la destruction de plusieurs véhicules ». Cette opération « a mobilisé ses moyens aériens sur très court préavis », dont un drone. Or, selon plusieurs témoignages recueillis par Mediapart, la frappe du 7 février aurait tué de nombreux civils.

Ce jour-là, des habitants de la zone se trouvaient à Fatawada, un campement nomade situé dans les environs de Gossi, et étaient sur le point d'aller récupérer les corps des djihadistes tués la veille (dans le but de procéder à leur inhumation) lorsqu'ils auraient été ciblés à leur tour par un drone. Certaines sources parlent de plusieurs dizaines de morts, parmi lesquels des femmes et des enfants.

Difficile à vérifier dans cette zone inaccessible, l'information est relayée par de nombreuses sources locales et prise au sérieux par la mission des Nations unies au Mali (Minusma). Sollicité par Mediapart en mars dernier [4], l'état-major avait réfuté ces accusations.

Selon une source onusienne, cette frappe a choqué les populations et leur aurait fait prendre conscience de la menace que font désormais peser les drones sur leurs propres vies. « La connaissance des drones est très fluctuante sur le terrain, mais les populations se savent "surveillées" », souligne cette source basée à Bamako.

Jamais la question des conséquences sur les civils survolés par des drones n'a été abordée en France. Dans les rares rapports publics consacrés à l'armement des drones, seuls les aspects stratégique et éthique sont abordés, et seulement du point de vue français. Pourtant, le retour d'expérience des États-Unis en Afghanistan, au Pakistan et au Yémen a montré à quel point l'utilisation de drones armés pouvait être néfaste pour les populations civiles.

Dans une étude publiée en avril 2016 par l'Oxford Research Group, intitulée « Drone Chic », trois chercheurs constatent que l'usage de drones armés au Pakistan et en Afghanistan a eu « des conséquences profondes » pour les populations au sol. Il a « changé les pratiques culturelles et provoqué des troubles psychologiques », notent-ils. Parmi ces troubles : anxiété, insomnie, paranoïa... Dans ces pays, un ciel bleu est synonyme de danger.

Le philosophe Grégoire Chamayou, qui s'est intéressé de près à la question des drones tueurs américains dans un ouvrage remarqué (et très peu apprécié des militaires), *Théorie du drone* (La Fabrique éditions, 2013 [5]), note, en citant plusieurs études et reportages, que « les drones pétrifient. Ils produisent une terreur de masse, infligée à des populations entières. C'est cela, outre les morts et les blessés, les décombres, la colère et les deuils, l'effet d'une surveillance létale permanente : un enfermement psychique, dont le périmètre n'est plus défini par des grilles, des barrières ou des murs, mais par les cercles invisibles que tracent au-dessus des têtes les tournolements sans fin de miradors volants ».

Et de citer David Rohde, journaliste du *New York Times* qui fut kidnappé et détenu pendant sept

mois au Waziristan en 2008. Celui-ci parle d'un « enfer sur terre » à cause des drones : « Le bourdonnement lointain du moteur sonne comme le rappel constant d'une mort imminente. »

Ces conséquences ne sont pas seulement dommageables d'un point de vue moral. Elles interrogent quant à l'intérêt stratégique de procéder à ce type de frappes et sur leurs effets à long terme.

Chamayou note que « la chasse à l'homme dronisée représente le triomphe, à la fois pratique et doctrinal, de l'antiterrorisme sur la contre-insurrection. Dans cette logique, le décompte des morts, la liste des trophées de chasse se substituent à l'évaluation stratégique des effets politiques de la violence armée ». Or, si les drones excellent à « pulvériser des corps à distance », ils sont « inaptes à gagner les "cœurs et les esprits" » - le b.a.-ba de toute stratégie contre-insurrectionnelle, qui est aussi une composante non négligeable de l'opération Barkhane.

Alors que des militaires français tentent depuis plusieurs années, à travers des micro-projets (construction d'un puits ou d'un marché, don de matériel ou promulgation de soins gratuits, etc.), de « séduire » les populations sahéniennes dans le but de les faire basculer de leur côté, les frappes de drones pourraient aboutir à l'effet inverse.

Rémi Carayol

P.-S.

- MEDIAPART. 6 septembre 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/060920/au-sahel-le-spectre-de-la-menace-fantome>

Les articles de Rémi Carayol dans Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/remi-carayol>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.

Notes

[1] Voir, disponible sur ESSF (article 54448), [Coup d'État : au Mali, les militaires doublent la contestation populaire](#).

[2] https://twitter.com/CEMAT_FR/status/1302338541263958022

[3] <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/breves/barkhane-actions-d-opportunite-dans>

[-la-region-des-trois-frontieres](#)

[4] <https://www.mediapart.fr/journal/international/110320/au-sahel-les-civils-payent-le-prix-du-saut-militaire>

[5] <https://lafabrique.fr/theorie-du-drone/>